

Le Pérou dévoré par ses mines

El Dorado Les tensions sociales s'enveniment autour des immenses projets portés par des multinationales de l'extraction, accusées de violences et de dégâts environnementaux.

Par
FRANÇOIS MUSSEAU
Envoyé spécial au Pérou

«**L**a mine n'apporte que de la pauvreté. Cela fait cinq siècles que cela dure, depuis l'époque des conquistadors espagnols. Des puissances viennent de l'étranger, font main basse sur nos montagnes, nos richesses. Elles y puisent de l'or, du cuivre, de l'argent et bien d'autres minerais encore. Et puis, quand les filons sont épuisés, elles s'en vont et ne laissent qu'un champ de ruines, des paysages dévastés, des rivières contaminées, un sous-sol empoisonné de cyanure et de mercure.»

La quarantaine, métisse aux longues tresses, Cleofé Neyra s'est imposée comme une de ces femmes rurales qui, sans peur, dénoncent les abus des multinationales minières installées au Pérou, le plus vaste

des pays andins, aux impressionnantes réserves de minerais. Présidente de l'Ammupa, une association de protection des hauts plateaux autour de Huancabamba (région de Piura, dans le nord du pays), Cleofé Neyra est à la pointe d'un mouvement de révolte contre Rio Blanco, un projet minier de 1,5 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) lancé par le groupe chinois Zijin Mining.

ARGENT, CUIVRE ET OR

Avec l'aide des communautés indigènes de la région, au terme d'une lutte acharnée d'une décennie pour bloquer ce projet et d'autres dans le voisinage, cette Péruvienne entêtée a réussi à obtenir le gel, provisoire, des activités pour «dommages environnementaux». Son combat en première ligne lui a valu de payer le prix fort : en 2005, au cours d'une marche de protestation, elle a été

enlevée par des gardes de sécurité employés par la Zijin Mining. «Avec quatre autres femmes, on nous a confinées dans une petite salle de bain, à demi-nues, pieds et mains liés; nos geôliers nous posaient régulièrement des poches de plastique sur la tête, nous frappaient, nous violaient parfois...» Leurs plaintes en justice ont abouti à un non-lieu.

Le témoignage de Cleofé Neyra ressemble à celui de bien d'autres militants en guerre ouverte contre les multinationales minières. En majorité des leaders paysans pour qui l'avènement de ces activités extractives à grande échelle suppose la fin d'écosystèmes, le bouleversement de pratiques communautaires ancestrales (la plupart des jeunes se font embaucher par les multinationales et se retournent contre leurs pères), et une menace irrémédiable sur les ressources hydriques des régions concernées.

Ces dernières années, les conflits miniers se sont multipliés avec une rare violence autour de projets gigantesques, comme à Las Bambas, près de Cuzco (10 milliards de dollars d'investissement), à Toromochi (3,3 milliards de dollars), Cerro Verde (4,6 milliards de dollars)... Depuis l'an dernier, des affrontements sanglants se sont multipliés entre les multinationales – soutenues par la police nationale – et des leaders indigènes ou métis – appuyés par des milices communautaires à cheval : quatre morts et des dizaines de blessés à Tia María, près d'Arequipa, en mars 2015; trois morts et l'état d'urgence décrété à Las Bambas, six mois plus tard, etc. Au total, on compte pas moins de 70 conflits sociaux ouverts. Beaucoup de projets miniers ont été suspendus, aujourd'hui, ou abandonnés.

REPORTAGE

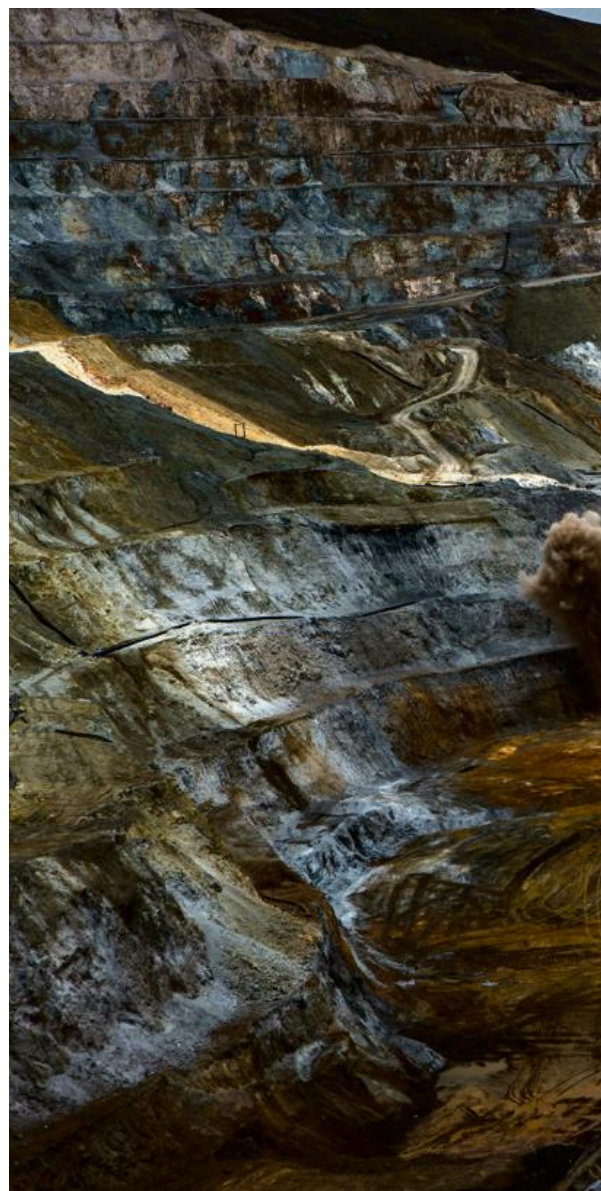
Pour le Pérou, grandement dépendant de son sous-sol pour maintenir à flot son économie, le sujet est crucial. Dans ce pays très montagneux qui regorge d'argent, de cuivre, de zinc, d'étain ou d'or, ce secteur pèse 11 % du PIB, 20 % des recettes fiscales, la moitié des devises et... 60 % des exportations ! Médias, publicité, sponsoring, programmes sociaux, la mine est omniprésente dans la vie publique. Depuis des décennies, ce filon tire l'économie vers le haut. Un survol des Andes, où d'innombrables sommets ont été arasés par les pelleteuses, donne une bonne idée de l'intensité de l'activité.

Un rapport de l'Observatoire des conflits miniers, publié fin 2014, faisait état d'environ 26 millions d'hectares de concessions minières, soit 20,42 % de la surface du pays ! «C'est énorme, a réagi le Fran-

co-Péruvien Marco Zeisser, de l'ONG CooperAccion (lire aussi sur *Libération.fr*). Dans certaines régions, comme l'Apurímac, dans le sud du pays, 70 % du territoire se retrouve sous concession.»

«LIBÉRAUX» CONTRE «PROTECTIONNISTES»

Au cours de la décennie 2002-2012, tel un «Dragon sud-américain» – à l'instar du Chili –, le Pérou a connu, grâce à son riche sous-sol, la plus grande hausse du produit intérieur brut du continent, bénéficiant d'une croissance à deux chiffres, entre 10 et 12 %. Un rythme considérable et sans précédent historique pour une nation habituée aux affres du sous-développement. Pour la seule période comprise entre 2008 et 2012, le secteur minier a concentré 34 milliards de dollars d'investissements étrangers, soit 142 % de hausse par rapport aux quatre an-



La mine à ciel ouvert de Yanacocha, près de Cajamarca, en octobre



2015. Le site est co-exploité par l'américain Newmont Mining Corp. qui y extrait de l'or. PHOTO DADO GALDIERI. BLOOMBERG. GETTY IMAGES

PRÉSIDENTIELLE SECOND TOUR SERRÉ EN VUE

Les sondages sur le second tour de l'élection présidentielle, qui se déroulera dimanche, ne donnent que 2 points d'avance à Keiko Fujimori, 41 ans, sur Pedro Pablo Kuczynski, 77 ans. La certitude, c'est que les quelque 23 millions de votants péruviens s'apprêtent à choisir entre deux candidats opposés en tout. Leurs parcours, d'abord : d'un côté, un vieil économiste, ex-banquier d'investissement et ancien ministre ; de l'autre, la fille de l'ancien dictateur Alberto Fujimori, qui domina d'une main de fer le pays pendant les années 90. Leurs programmes, ensuite : libéral pragmatique, associé à l'establishment et surtout soutenu dans les villes, «PPK» ne promet pas le grand soir mais au moins d'inoculer de la «probité» et de l'«efficacité» dans un pays où les narcomafias gagnent du terrain et où la justice est très corrompue ; en face, très populaire auprès du prolétariat urbain et celui des campagnes (qu'elle a sillonnées comme personne), la pétulante Keiko Fujimori annonce, non sans démagogie, que sa politique «en faveur des déclassés» permettra de résorber les énormes inégalités, fruit d'une croissance économique continue depuis le milieu des années 90.

nées antérieures. Peut-on se passer de l'industrie minière ? C'est aujourd'hui le débat qui saisit le pays. Début avril, à la veille des élections législatives, on pouvait voir la plupart des candidats s'écharper sur cette question. Pour schématiser, les «libéraux» prônent l'intensification de l'activité extractive, alors que les «protectionnistes» parlent de réduire les permis et d'augmenter les impôts des multinationales qui, sous la pression des «associatifs», ont fini par reverser 3 % de leurs bénéfices à des programmes sociaux. Les premiers tien-

du pavé. À commencer par les deux candidats qui s'affrontent ce dimanche à l'occasion du second tour du scrutin présidentiel, Keiko Fujimori et Pedro Pablo Kuczynski. Tous deux se revendiquent chauds partisans d'une plus grande liberté d'action pour les multinationales minières.

Ceux qui prônent le «tout-minier» en appellent à la relance de deux gigantesques projets, stoppés ou suspendus après des révoltes locales : le projet d'extraction de cuivre de Tia Maria (1,4 milliard de dollars) et celui d'or et de cuivre de Conga, près de Cajamarca (4,8 milliards), respec-

tivement aux mains des groupes nord-américains Southern Copper et Newmont Mining. Leur possible réouverture dépend de décisions judiciaires et d'une décision politique à Lima. «Si jamais ces deux chantiers reprenaient, cela supposerait 2 à 3 % de PIB en plus, défend Alfredo Remy, du consultant PwC. On ne peut pas se permettre le luxe de s'en passer. Des milliers d'emplois seraient créés et l'économie repartirait.» Comme d'autres tenants de cette voie, il fait valoir qu'au cours de la «décennie miraculeuse», la mine aurait permis à 9 millions de Péruviens, soit environ le tiers de la population, de sortir des griffes de la pauvreté.

«NOUS N'AVONS PAS DE PLAN B»

Sauf que, victime de son succès minier, la machine s'est grippée. La multiplication des conflits sociaux

(et son lot de violences, de plaintes devant les tribunaux...) ainsi que la baisse du prix des minerais sur les marchés internationaux, génèrent de sérieux doutes. Et la «prospérité péruvienne» s'en ressent : l'an dernier, le ralentissement du secteur et la chute libre des investissements – nombre de multinationales ont été échaudées par le fort climat de conflit social et par la mauvaise image donnée d'elles à l'extérieur – ont fait que la croissance du Pérou n'a été que de 3,2 %, le plus mauvais chiffre depuis longtemps.

Car la mine n'est plus le mantra qu'elle fut. Même les candidats à l'élection présidentielle en conviennent, affirmant que le pays doit accentuer d'autres activités à valeur ajoutée, telles la gastronomie ou le tourisme archéologique. Outre la baisse des prix, les conflits sanglants et les dommages envi-

ronnementaux (la contamination des eaux et des sous-sols et l'usage massif de l'eau alors que le Pérou souffre de la fonte de 40 % de la surface de ses glaciers depuis quarante ans), une boucle semble être bouclée. «Nous avons connu un "super-cycle", mais cela appartient au passé, j'espère pour toujours», souligne Carlos Monge, président de l'antenne péruvienne de NRGi, une ONG installée aux États-Unis qui veille au fonctionnement durable du secteur. On se rend désormais compte qu'il s'agit d'une fuite en avant. À la grande époque, cette obsession pour une sorte de rente extractive n'a été accompagnée d'aucun investissement technologique ; nous n'avons pas tiré parti de cette manne et, aujourd'hui, nous n'avons pas de plan B. Qu'on le veuille ou non, il nous faut trouver les moyens de sortir de cette monoculture.»

